

.....
REF: Déclaration-N°02/CRSOC - DACT/Transitions/2022

DECLARATION

Les démembrements du CNOSCG à Conakry en collaboration avec la Dynamique d'Appui Citoyen à la Transition (DACT) restent partagés entre espoir et inquiétude sur la conduite de la transition. En effet, s'il faut noter une forte adhésion des populations, ainsi que la majorité des acteurs publics aux actions de moralisation de la gestion publique engagées par les autorités de la transition, des interrogations et préoccupations demeurent sur certains aspects dont le retard dans la définition du chronogramme et la durée de la transition qui reste très inquiétant et préjudiciable à la quiétude sociale.

Cependant, la société civile saluant les efforts déjà encourus comme la mise en place et l'opérationnalisation de tous les organes de la transition, reste confiant qu'un sursaut national est encore possible et nécessaire de la part de toutes et de tous. En conséquence, pour répondre aux *différentes interrogations et préoccupations* des acteurs de la vie publique et partenaires, la société civile recommande :

1. L'ouverture urgente par le CNRD d'un dialogue structuré avec les forces vives de la nation au tour des enjeux de la transition dont l'élaboration du chronogramme et la durée de la transition pour éviter tout doute sur la volonté des autorités actuelles ;
2. L'initiative imminente pour des actions concertées et coordonnées du mouvement social et si nécessaire avec les coalitions politiques afin de faire face au retard accusé dans l'élaboration et la publication du chronogramme/durée de la transition;
3. La priorisation de la loi et du droit sur le privilège dit de "puissance publique", pour éviter l'effet contraire à moyen ou long terme de l'objectif à rechercher à travers ces actions de récupération des biens de l'Etat et la répression des crimes;
4. La définition et la publication des critères de traitement par priorité des différentes catégories de dossiers relatifs à la récupération des biens de l'Etat et la répression des crimes afin d'éviter que des sentiments de ciblage subjectif se développent dans un contexte de crise de confiance entre acteurs de la vie publique;
5. La prise en compte de la dimension sociale et humanitaire dans le processus de récupération des domaines/biens publics de l'Etat afin d'éviter l'exacerbation des tensions sociales;
6. Que le sens de responsabilité et le patriotisme prévalent chez l'ensemble des acteurs pour la paix et la justice pendant cette période de transition, dont la réussite reste un tournant très décisif pour notre devenir commun.

NB : un point de presse sera organisé les jours avenir pour plus d'information

Toutes et tous, sans complaisance, ni passion pour une transition réussie.

Fait à Conakry le 24 février 2022

Abdoul SACKO, Président du CROSC